agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

AFRIQUE/EGYPTE - Selon l'Evêque titulaire d'Andropoli, l'Egypte ne peut devenir islamiste comme le Mali

Rome (Agence Fides) – « L'avenir de l'Egypte ? En ce moment, personne ne le connaît, pas même le Président Mursi ». Deux ans après la révolution du 25 janvier 2011, alors que de nouveaux affrontements de rue ont lieu entre la police et les manifestants anti-gouvernementaux, l'Evêque de Curie d'Alexandrie des Coptes catholiques, S.Exc. Mgr Youhanna Golta, dessine pour l'Agence Fides les contours du moment délicat que vit le grand pays africain. Selon l'Evêque, « si le gouvernement et les Frères musulmans tentent de réprimer les manifestations de protestation organisées ces jours-ci, l'Egypte connaîtra à nouveau le cauchemar de la guerre civile ».
En qualité de représentant des Eglises catholiques présentes en Egypte, l'Evêque a participé à l'Assemblée constituante appelée à rédiger la nouvelle Charte constitutionnelle. Il confirme aujourd'hui à Fides les raisons qui l'ont porté, comme les autres représentants chrétiens, à se retirer de cet organisme : « Les travaux avaient bien commencé mais à un certain moment, il est devenu évident que les Frères musulmans et les salafistes voulaient imposer une Constitution islamiste. Nous avons discuté avec leurs responsables mais ils n'ont rien voulu savoir. Nous avons compris que notre fonction était seulement décorative et nous sommes partis ». Ces derniers jours, les représentants chrétiens se sont également retirés officiellement de ce qu'il est convenu d'appeler « dialogue national », convoqué par le Président Mursi afin de tenter de renouer les contacts avec les partenaires sociaux et les groupes d'opposition. « Pour dialoguer – remarque Mgr Golta – il faut que quelqu'un sache écouter ce que dit l'autre. Le Parti « Egypte forte » fondé par l'ancien responsable des Frères musulmans Abdel Moneim Abul Fotouh, a lui aussi quitté le dialogue national. Et nous demeurons également en contact avec les représentants de l'Université Al-Azhar. Seule une minorité du peuple a appuyé par son vote au référendum l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution ».
Selon l'Evêque, un match géopolitique décisif pour le Moyen-Orient et au-delà se joue actuellement en Egypte. « L'Egypte n'est pas le Mali. Il se trouve à la croisée de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique. Plus de dix millions de chrétiens y vivent. Son économie se base sur le tourisme et le commerce. C'est pourquoi, il n'est pas possible d'accepter de devenir un pays islamiste. Mais il existe des stratégies internationales qui conçoivent également une division de l'Egypte. Et ce serait le peuple qui en ferait les frais. Personnellement – poursuit Mgr Gopta – j'aime mes frères et sœurs musulmans. J'ai dédié également mes études et mon doctorat à la culture islamique. Mais pour nous tous, le pari ouvert est si l'on va vers un pays fanatique ou vers un pays civil ».
Pour l'Evêque, le problème de fonds est celui du rapport entre la politique et la religion. « Ceux qui veulent être religieux ne peuvent prétendre obliger ex legge les gens à prier, à ne pas boire d'alcool ou à suivre toutes les pratiques liées à leur religion. Dans les pays arabes, seule la séparation de la religion et de la politique pourra permettre l'avènement de la démocratie ». (GV) (Agence Fides 25/01/2013)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it